

Questionnaire

pour les sociétés en nom collectif
ou en commandite

IMPÔT CANTONAL ET COMMUNAL IMPÔT FÉDÉRAL DIRECT 2014

Veuillez renvoyer le présent questionnaire, dûment rempli et
signé dans les 30 jours,

c.-à-d. jusqu'au

à l'adresse suivante:

Canton

Commune

No

2014

Les **Instructions** jointes à la présente formule expliquent la manière de la remplir. En remettant le questionnaire, on y joindra **les comptes annuels signés** (le compte de profits et pertes, le bilan) de l'exercice clos en 2014.

N'indiquer d'une manière générale que **des montants entiers en francs**.

Les renseignements donnés par la société dans le présent questionnaire n'ont pas pour effet de libérer l'associé ou le commanditaire de sa propre responsabilité quant à sa déclaration en vue de l'impôt fédéral direct.

Indications relatives à la société

Raison sociale exacte et siège de la société

Nature de la société (société en nom collectif ou en commandite)

Nature de l'exploitation

Date de la constitution (si la constitution a eu lieu après 1.1.2007)

Pour renseignements complémentaires, s'adresser à

Nom/adresse/téléphone

Nom/adresse/téléphone

Associés et commanditaires de la société

On indiquera toutes les personnes qui ont participé à la société pendant l'exercice 2014 (resp. 2013/2014).

Numéro d'ordre	Nom et adresse exacte des associés et des commanditaires	Date d'entrée*	Date de sortie*
1			
2			
3			
4			
5			

* Seulement si l'associé ou commanditaire est entré ou sorti depuis le début de l'exercice 2014 (resp. 2013/2014).

Prescriptions sur l'obligation de renseigner

Les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite sont tenues de renseigner conformément à la vérité les autorités de taxation sur les parts de leurs associés au revenu et à la fortune de la société, ainsi que sur leurs autres prétentions à l'égard de la société. Elles sont tenues, en outre, de laisser examiner leurs livres par les autorités de taxation, de leur en remettre des extraits et de les renseigner sur toutes les circonstances qui sont importantes pour la taxation des parts et autres prétentions des associés et des commanditaires (art. 126 à 129 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct – LIFD).

Les sociétés qui ne donnent pas aux autorités fiscales les renseignements demandés sont frappées d'une amende jusqu'à 1000 fr., dans les cas graves ou en cas de récidive jusqu'à 10 000 fr. (art. 174 LIFD). Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête son assistance, la commet en qualité de représentant du contribuable ou y participe sera puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable; en outre il répond solidairement de l'impôt soustrait. L'amende est de 10 000 fr. au plus; elle est de 50 000 fr. au plus dans les cas graves ou en cas de récidive (art. 177 LIFD). Celui qui fait usage à ce but de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que des livres comptables, des bilans, des comptes de résultat ou des certificats de salaire et autres attestations, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende jusqu'à 30 000 fr. La répression de la soustraction d'impôt demeure réservée (art. 186 LIFD).

REVENU que les associés et commanditaires ont retiré de la société pendant l'exercice 2014

Si l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile, l'exercice clos en 2014 est déterminant

Chiffre d'affaires,**c.-à-d. recettes brutes 2014** (2013/2014) fr. :

		2014 resp. 2013/2014 Montant en francs	Laisser en blanc Montant en francs
1. Bénéfice net de la société, selon compte de résultats			
2. Ajouter			
a) Report de perte de l'exercice précédent ¹			
b) Impôts sur le revenu et sur la fortune débités au compte de résultats			
c) Montants débités au compte de résultats qui ont été attribués à des réserves			
d) Dépenses débitées au compte de résultats, pour l'acquisition ou l'amélioration de biens, par ex. pour constructions ou transformations, acquisitions de machines, etc. (après déduction des amortissements autorisés par l'usage commercial)			
Spécification:			
e) Amortissements et provisions non autorisés par l'usage commercial:			
f) Rendements qui n'ont pas été crédités au compte de résultats (sur la comptabilisation des recettes provenant de l'impôt anticipé et des impôts étrangers à la source, voir les Instructions):			
– Bénéfices provenant de l'aliénation d'objets faisant partie de la fortune commerciale (p.ex. bénéfices sur immeubles, sur titres, etc.)			
– Bénéfices provenant de toute augmentation de la valeur comptable de choses et droits (p.ex. des stocks de marchandises)			
– Autres rendements qui n'ont pas été crédités au compte de résultats (p.ex. ventes de marchandises, ristournes et rabais des fournisseurs, commissions, etc.)			
g) Sommes débitées au compte de résultats pour des buts de prévoyance ou d'utilité publique (voir la déduction sous chiffre 4 c)			
h) Autres parties du résultat commercial qui ont été prélevées avant le calcul du solde du compte de résultats et qui n'ont pas été utilisées pour couvrir des frais généraux justifiés par l'usage commercial (p.ex. montants débités au compte de résultats au titre d'extinction de dettes)			
Spécification:			
3. Total des chiffres 1 et 2			
4. Déduire		2014 resp. 2013/2014 Montant en francs	
a) Perte selon compte de résultats			
b) Report de bénéfice de l'exercice précédent ¹			
c) Cotisations à des institutions de prévoyance professionnelle (2 ^e pilier)			
– en faveur des employés			
– en faveur des associés et commanditaires (total des parts de l'employeur comme sous chiffre 10)			
d) Autres déductions:		–	–
5. Bénéfice net de la société (chiffre 3, moins chiffre 4) ²			
6. Salaires, parts privées aux frais généraux et prélèvements en nature des associés et commanditaires (non inscrits déjà au débit des comptes privés)		2014 resp. 2013/2014 Montant en francs	
a) Salaires et prélèvements en espèces qui y sont assimilés			
b) Parts privées aux frais généraux de la société (p.ex. auto, voyages, chauffage et éclairage, loyers, téléphone, etc.)			
c) Prélèvements en nature:			
– Prélèvements de marchandises			
– Valeur locative de logements gratuits dans des immeubles appartenant à la société			
7. Intérêts des associés et commanditaires			
a) Intérêts des parts au capital social			
b) Intérêts des prêts, avoirs en compte courant et autres			
c) Total des lettres a et b			
d) Déduire les intérêts des dettes à l'égard de la société ²		–	
8. Montant total du revenu déterminant retiré de la société (chiffres 5 à 7) ²			

9. Part des associés et commanditaires au montant total du revenu

d'après le contrat de société

No	Parts au bénéfice net		Salaires, parts privées aux frais généraux et prélèvements en nature	Intérêts	Total
voir page 1	Chiffre 5		Chiffre 6	Chiffre 7	Chiffre 8
	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1					
2					
3					
4					
5					
Total (comme chiffre 8)					

A propos de la **déduction des pertes des sept exercices précédents** (2007 – 2013), voir les Instructions sous chiffre 9.

10. Cotisations aux assurances sociales

en faveur des associés et commanditaires (voir Instructions)

No	Cotisations personnelles AVS/AI/APG	Prévoyance professionnelle (2 ^e pilier)	
voir page 1		Cotisations totales	Parts de l'employeur
	Fr.	Fr.	Fr.
1			
2			
3			
4			
5			
Total des parts de l'employeur (comme chiffre 4c)			

FORTUNE (seulement pour l'impôt cantonal) que les associés et commanditaires avaient placée dans la société le 31 décembre 2014

11. Actif

- a) Immeubles (terrains et bâtiments)

Spécification (commune, nature de l'immeuble):

	Valeur assurée Montant en francs	Valeur comptable Montant en francs	Valeur imposable pour le canton Montant en francs	Laisser en blanc Montant en francs

- b) Matériel d'exploitation (machines, outils, voitures, meubles, etc.)

- c) Stocks (marchandises, produits fabriqués et semi-fabriqués, matières premières, matières auxiliaires)

- d) Débiteurs

- e) Titres et autres placements de capitaux (y compris les avoirs en compte postaux et en banque):

– Placements dont le rendement est soumis à l'impôt anticipé

(Total I, col. 3 et 5, de l'état des titres des sociétés en nom collectif ou en commandite)

– Placements dont le rendement **n'est pas** soumis à l'impôt anticipé

(Total II, col. 3 et 5, de l'état des titres)

- f) Caisse, effets, chèques

- g) Autres éléments de l'actif (bétail, brevets, actif transitoire, etc.):

- h) Total de l'actif

12. Passif

Les parts des associés au capital social **ne sont pas** considérées comme dettes, au contraire des montants que la société doit aux associés et commanditaires en raison de prêts, en compte courant, en compte privé, etc.

- a) Dettes garanties par gage immobilier

- b) Dettes provenant de prêts (sans les dettes bancaires)

- c) Dettes bancaires

- d) Dettes envers les fournisseurs

- e) Autres dettes:

- f) Passifs transitoires:

- g) Total du passif

13. Fortune nette de la société (chiffre 11 i moins chiffre 12 g)

14. Créances des associés et commanditaires sur la société

- a) Avoirs en comptes courants, spécialement en comptes privés

(y compris les intérêts, salaires et parts au bénéfice non encore perçus le 31 décembre 2014, si leur montant n'a pas été ajouté au capital)

- b) Autres avoirs

(à l'exception des parts au capital social), p.ex. créances et prêts hypothécaires

- c) Total de a et b

- d) Déduire les dettes des associés et commanditaires à l'égard de la société (provenant de prêts, de comptes privés, etc.)

	Montant en francs		
	–		

15. Montant total de la fortune placée dans la société par les associés et commanditaires

16.Parts des associés et commanditaires à la fortune placée dans la société

Numéro- d'ordre voir page 1	Parts au capital social ³ (comptes de capitaux)	Parts aux réserves apparentes et latentes ⁴		Créances sur la société Chiffre 14c	Dettes à l'égard de la société Chiffre 14 d	Total Chiffre 15
	Fr.	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1					—	
2					—	
3					—	
4					—	
5					—	
Total (comme chiffre 15)						

¹ Seulement si le report de l'exercice précédent est compris dans le compte de résultats.

² Si le résultat figurant sous chiffres 5 et 8 est une perte (ou, sous chiffre 7 d, un excédent d'intérêts passifs), on inscrira le signe «moins» (–) devant le montant de la perte (ou de l'excédent d'intérêts passifs). On fera de même sous chiffre 9 pour les parts de chaque associé ou commanditaire.

³ Pour les parts des associés et commanditaires au capital social, on indiquera leur état effectif le 31 décembre 2014.

⁴ Le montant total des réserves s'obtient en déduisant de la fortune nette de la société (chiffre 13) le montant total des parts au capital social. Les réserves ainsi calculées doivent être réparties entre les associés et commanditaires d'après le contrat de société (si le contrat n'en décide pas autrement, les associés ont part aux réserves dans la même proportion qu'au bénéfice net).

Observations

Annexes

Nous attestons que les indications ci-dessus sont exactes et complètes